

Art. 2. § 1. In afwijking van artikel 68, § 7, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan in 2023 het braakland dat in aanmerking wordt genomen als niet-productieve arealen in de zin van artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, onder de volgende voorwaarden voor landbouwproductiedoeleinden worden gebruikt:

1° de toegestane teelten zijn granen, peulvruchten en zonnebloemen, met uitzondering van maïs en soja;

2° de teelt van de in 2021 en 2022 voor braaklegging aangegeven oppervlakten is verboden.

De in het eerste lid bedoelde afwijking geldt niet voor braakland met drachtplanten.

§ 2. In afwijking van artikel 68, § 8, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 is het gebruik van meststoffen of grondverbeteringsmiddelen toegestaan op braakland waarop de landbouwer de in paragraaf 1 bedoelde afwijking toepast.

§ 3. In afwijking van artikel 71 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 is het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen toegestaan vanaf de datum van inzaai tot de datum van oogst van het gewas waarvoor de in paragraaf 1 bedoelde afwijking geldt.

§ 4. Wanneer een landbouwer zich verbindt tot de ecoregeling "ecologische vermazing" als bedoeld in artikel 3, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen, wordt het braakland waarop hij de in paragraaf 1 bedoelde afwijking toepast, niet in aanmerking genomen bij de berekening van de percentages bedoeld in artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 en voor de berekening van het milieuareraal van het bedrijf overeenkomstig artikel 10, § 3, van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42304]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aide aux éco-régimes

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéa 1^{er}, et D.251 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° agriculteurs : les agriculteurs au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

3° cahier des charges : l'ensemble des exigences et interdictions propres à chaque éco-régime ;

4° cultures permanentes : les cultures permanentes au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

5° demande d'aide : la demande d'aide au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 16°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

6° engagement : l'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre le cahier des charges éco-régime donné ;

7° formulaire de demande unique : le formulaire visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

8° hectares admissibles : les hectares admissibles définis conformément au chapitre 4 de la partie 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

9° ligne de base : l'ensemble des exigences pertinentes visées à l'article 31, § 5, a) à c), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

10° organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;

11° règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

12° surfaces agricoles : les surfaces agricoles au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 44°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

13° terres arables : les terres arables au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 47°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

CHAPITRE 2. — Dispositions générales

Art. 2. En application de l'article 31 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une aide est octroyée annuellement aux agriculteurs actifs au sens de la partie 2, chapitre 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 qui s'engagent à mettre en œuvre le cahier des charges d'un ou de plusieurs éco-régimes sur des surfaces agricoles situées sur le territoire de la Région wallonne.

Pour bénéficier d'une aide en vertu du présent arrêté pour les éco-régimes « couverture longue du sol » et « maillage écologique », l'agriculteur est admissible au bénéfice de l'aide de base au revenu, conformément à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs.

CHAPITRE 3. — Engagements

Section 1^{ère}. — Éco-régimes

Art. 3. La mise en œuvre des éco-régimes suivants fait l'objet d'une aide en vertu du présent arrêté :

1° l'éco-régime « couverture longue du sol » ;

2° l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement » ;

3° l'éco-régime « maillage écologique » ;

4° l'éco-régime « réduction d'intrants » ;

5° l'éco-régime « maintien des prairies et réduction de la charge en bétail ».

Art. 4. Le Ministre détermine le contenu des cahiers des charges des éco-régimes.

Aux fins de l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre détermine, le cas échéant, les éléments suivants :

1° les types de surfaces agricoles ou d'éléments topographiques couverts par un engagement ou pris en compte pour le calcul du montant de l'aide ;

2° la période pendant laquelle un éco-régime déterminé est mis en œuvre ;

3° les dimensions, la localisation et la composition du couvert des parcelles ou des éléments topographiques couverts par un engagement ou pris en compte pour le calcul du montant de l'aide ;

4° les interventions et les travaux autorisés ou prescrits sur les parcelles ou éléments topographiques couverts par un engagement ou pris en compte pour le calcul du montant de l'aide ;

5° les exigences relatives à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, de fertilisants ou d'autres substances.

Section 2. — Respect des exigences

Art. 5. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une aide en vertu du présent arrêté, l'agriculteur respecte, pour chaque éco-régime auquel il souscrit, les exigences pertinentes de la ligne de base et du cahier des charges de l'éco-régime concerné.

§ 2. L'agriculteur tient un registre d'exploitation complété conformément à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 et démontrant le respect des exigences visées au paragraphe 1^{er}.

Le Ministre peut déterminer la liste des éléments probants nécessaires aux contrôles des exigences visées au paragraphe 1^{er} et devant être portés au registre d'exploitation.

§ 3. Le Ministre détermine les exigences de la ligne de base relevant des règles de la conditionnalité pertinentes pour chaque éco-régime.

Section 3. — Durée de l'engagement

Art. 6. L'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre le cahier des charges d'un éco-régime court sur une période d'une année prenant court le 1^{er} janvier et se clôturant le 31 décembre de l'année concernée.

Si l'agriculteur souhaite renouveler son engagement à l'issue d'une première période d'une année, il introduit une nouvelle demande d'aide selon les formes et les modalités prévues aux articles 18, § 1^{er}, et, le cas échéant, 19. L'engagement renouvelé court sur une période d'une année.

Section 4. — Portée de l'engagement

Art. 7. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu de considérer la mise en œuvre de chaque éco-régime par un agriculteur comme un engagement distinct.

Art. 8. Sans préjudice d'un transfert de parcelles, durant toute sa durée, l'engagement couvre une superficie de surfaces agricoles identique à celle désignée par l'agriculteur dans sa demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

Art. 9. Sans préjudice d'un transfert de parcelles, durant toute sa durée, l'engagement porte sur les parcelles désignées par l'agriculteur dans sa demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement.

Art. 10. L'aide aux éco-régimes « cultures favorables à l'environnement » et « réduction d'intrants » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles désignées comme « bandes extensives » (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

CHAPITRE 4. — *Montant de l'aide*

Art. 11. Le Ministre détermine les montants de l'aide correspondant à chaque éco-régime.

Pour des raisons budgétaires, les montants des aides peuvent être adaptés dans les limites prévues par le Ministre, conformément à l'article 102, § 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

CHAPITRE 5. — *Cumuls*

Art. 12. Le cumul de deux engagements concernant un même éco-régime est interdit sur une même parcelle.

Art. 13. L'aide à l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées », n° 7 « parcelles aménagées » ou n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

Art. 14. L'aide à l'éco-régime « réduction d'intrants » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées » ou n° 7 « parcelles aménagées », conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

Art. 15. L'aide à l'éco-régime « réduction d'intrants » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement à mettre en œuvre les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique.

Art. 16. Pour les parcelles engagées dans l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement », aucune aide n'est octroyée dans le cadre de l'éco-régime « réduction d'intrants » à l'égard des insecticides.

Art. 17. Aucune aide n'est octroyée en vertu du présent arrêté pour les surfaces de compensation écologique, à l'exception de celle pour l'éco-régime « couverture longue du sol ».

CHAPITRE 6. — *Demande d'aide*

Art. 18. § 1^{er}. La demande d'aide est introduite via le formulaire de demande unique prévu aux articles 3, 4 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

La demande d'aide est recevable si elle satisfait aux exigences prévues à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 2. La modification de la demande d'aide est réalisée conformément à l'article 5 l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 19. § 1^{er}. Dans le cadre de l'éco-régime « couverture longue du sol », l'agriculteur introduit une déclaration anticipée en ce qui concerne les parcelles de terres arables ou de cultures permanentes sur lesquelles il s'engage à maintenir, aux conditions prévues dans le cahier des charges de l'éco-régime, une couverture végétale du sol dont la composition ne fait pas l'objet d'une déclaration de superficie l'année d'introduction de la déclaration anticipée conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Le Ministre fixe les modalités d'introduction de la déclaration anticipée visée à l'alinéa 1^{er}.

Les parcelles concernées par l'exigence prévue à l'alinéa 1^{er} et n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration anticipée ne sont pas admissibles à l'aide à l'éco-régime « couverture longue du sol ».

§ 2. Pour bénéficier de l'aide à l'éco-régime « couverture longue du sol », l'agriculteur introduit une demande d'aide en ce sens l'année suivant celle de la déclaration anticipée, aux conditions prévues à l'article 18, § 1^{er}.

CHAPITRE 7. — *Calcul de l'aide*

Art. 20. Le montant de l'aide octroyée à un agriculteur en vertu du présent arrêté est calculé sur la base du nombre d'hectares admissibles de surfaces agricoles déclarés par l'agriculteur dans la demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement et déterminés par l'organisme payeur.

Le Ministre détermine les types de surfaces agricoles sur lesquelles le montant de l'aide est calculé.

CHAPITRE 8. — *Paiements*

Art. 21. L'organisme payeur procède au versement de l'aide aux éco-régimes à l'agriculteur qui introduit une demande d'aide conformément aux articles 18, § 1^{er}, et 19 et qui pendant toute la période visée à l'article 6 respecte les exigences liées à ses engagements.

CHAPITRE 9. — *Révision de l'intervention*

Art. 22. En cas de modification de la ligne de base d'un éco-régime, le Ministre révisé le cahier des charges ou le montant de l'aide de l'éco-régime concerné.

Dans des hypothèses dûment justifiées compte tenu des objectifs climatiques ou environnementaux d'un éco-régime, le Ministre peut adapter des engagements en cours d'exécution via une modification du cahier des charges ou du montant de l'aide de l'éco-régime faisant l'objet de ces engagements.

La révision opérée en application des alinéas 1^{er} ou 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle elle est adoptée.

CHAPITRE 10. — *Aménagements fonciers et interventions publiques*

Art. 23. Le bénéficiaire qui n'est plus en mesure de respecter un engagement, en tout ou en partie, en raison du fait que son exploitation ou une partie de son exploitation fait l'objet d'un aménagement foncier ou d'autres interventions publiques similaires, le notifie par écrit à l'organisme payeur avant la date de prise d'occupation.

L'organisme payeur adapte l'engagement au regard des changements apportés à l'exploitation.

L'organisme payeur informe l'agriculteur des modalités d'adaptation ou de la fin de l'engagement.

CHAPITRE 11. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 25. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42304]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Beihilfe für Öko-Regelungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D. 241, D.242 Absatz 1 und 2, D.243, D.249 Absatz 1 und D.251;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Landwirte: die Landwirte im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

3° Lastenheft: die Gesamtheit der für jede Öko-Regelung spezifischen Anforderungen und Verbote;

4° Dauergrünland: Dauergrünland im Sinne von Artikel 2 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

5° Beihilfeantrag: der Beihilfeantrag im Sinne von Artikel 2 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

6° Verpflichtung: die Verpflichtung eines Landwirts, das vorgegebene Lastenheft einer Öko-Regelung umzusetzen;

7° Sammelantragsformular: das in Artikel 3 Paragraf 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erwähnte Formular;

8° beihilfefähige Hektarflächen: die beihilfefähigen Hektarflächen gemäß Kapitel 4 des Teils 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

9° Grundanforderung: alle relevanten Anforderungen gemäß Artikel 31 Absatz 5 Buchstaben a bis c der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

10° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

11° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

12° landwirtschaftliche Flächen: die landwirtschaftlichen Flächen im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 44 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

13° Ackerland: Ackerland im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 47 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

KAPITEL 2 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 31 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird aktiven Landwirten im Sinne von Teil 2 Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023, die sich verpflichten, das Lastenheft einer oder mehrerer Öko-Regelungen auf landwirtschaftlichen Flächen auf dem Gebiet der Wallonischen Region umzusetzen, jährlich eine Beihilfe gewährt.

Um eine Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass für die Öko-Regelungen "lange Bodenbedeckung" und "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk" zu erhalten, ist der Landwirt gemäß Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte zum Bezug der Einkommensgrundstützung berechtigt.

KAPITEL 3 — Verpflichtungen

Abschnitt 1 — Öko-Regelungen

Art. 3 - Die Umsetzung der folgenden Öko-Regelungen ist Gegenstand einer Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass:

- 1° die Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung";
- 2° die Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau";
- 3° die Öko-Regelung "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk";
- 4° die Öko-Regelung "Verringerung der Einträge";
- 5° die Öko-Regelung "Aufrechterhaltung des Grünlands und Verringerung des Tierbestandes".

Art. 4 - Der Minister bestimmt den Inhalt der Lastenhefte der Öko-Regelungen.

Für die Anwendung von Absatz 1 bestimmt der Minister gegebenenfalls die folgenden Punkte:

- 1° die Arten von landwirtschaftlichen Flächen oder topografischen Merkmalen, die von einer Verpflichtung abgedeckt sind oder bei der Berechnung des Beihilfebetrags berücksichtigt werden;
- 2° den Zeitraum, in dem eine bestimmte Öko-Regelung umgesetzt wird;
- 3° die Maße, Lage und Zusammensetzung der Bedeckung der Parzellen oder topografischen Merkmale, die von einer Verpflichtung abgedeckt sind oder bei der Berechnung des Beihilfebetrags berücksichtigt werden;
- 4° die genehmigten oder vorgeschriebenen Interventionen und Arbeiten auf den Parzellen oder topografischen Merkmalen, die von einer Verpflichtung abgedeckt sind oder bei der Berechnung des Beihilfebetrags berücksichtigt werden;
- 5° die Anforderungen in Bezug auf die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln, Düngemitteln oder anderen Stoffen.

Abschnitt 2 — Beachtung der Anforderungen

Art. 5 - § 1. Um eine Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass zu erhalten, hält der Landwirt für jede Öko-Regelung, die er abschließt, die einschlägigen Anforderungen der Grundanforderung und des Lastenhefts der betreffenden Öko-Regelung ein.

§ 2. Der Landwirt führt ein gemäß Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ausgefülltes Betriebsregister, aus dem hervorgeht, dass die in Paragraph 1 erwähnten Anforderungen erfüllt sind.

Der Minister kann die Liste der Nachweise festlegen, die für die Kontrolle der in Paragraph 1 erwähnten Anforderungen erforderlich sind und in das Betriebsregister eingetragen werden müssen.

§ 3. Der Minister bestimmt die Anforderungen der Grundanforderung in Bezug auf die Regeln der Konditionalität, die für jede Öko-Regelung relevant sind.

Abschnitt 3 — Dauer der Verpflichtung

Art. 6 - Die Verpflichtung eines Landwirts, das Lastenheft einer Öko-Regelung umzusetzen, läuft über einen Zeitraum von einem Jahr, der am 1. Januar beginnt und am 31. Dezember des betreffenden Jahres endet.

Wenn der Landwirt seine Verpflichtung nach Ablauf des ersten Jahreszeitraums erneuern möchte, stellt er einen neuen Beihilfeantrag gemäß dem in Artikel 18 Paragraph 1 und gegebenenfalls Artikel 19 vorgesehenen Formular und den vorgesehenen Modalitäten. Die erneuerte Verpflichtung läuft für einen Zeitraum von einem Jahr.

Abschnitt 4 — Umfang der Verpflichtung

Art. 7 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist die Umsetzung jeder Öko-Regelung durch einen Landwirt als eine gesonderte Verpflichtung zu betrachten.

Art. 8 - Unbeschadet einer Übertragung von Parzellen erstreckt sich die Verpflichtung während ihrer gesamten Laufzeit auf eine Fläche landwirtschaftlich genutzter Flächen, die mit der vom Landwirt in seinem Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung bezeichneten Fläche identisch ist.

Art. 9 - Unbeschadet einer Übertragung von Parzellen erstreckt sich die Verpflichtung während ihrer gesamten Laufzeit auf die Parzellen, die vom Landwirt in seinem Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung bezeichnet wurden.

Art. 10 - Die Beihilfe für die Öko-Regelungen "umweltfreundlicher Ackerbau" und "Verringerung der Einträge" wird nicht für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die gemäß Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, als "extensive Streifen" (BE 4) bezeichnet werden.

KAPITEL 4 — Betrag der Beihilfe

Art. 11 - Der Minister bestimmt die Beträge der Beihilfe, die den einzelnen Öko-Regelungen entspricht.

Die Beträge der Beihilfen können innerhalb der vom Minister vorgesehenen Grenzen gemäß Artikel 102 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 aus Haushaltsgründen angepasst werden.

KAPITEL 5 — Kumulierung

Art. 12 - Auf ein und derselben Parzelle ist die Kumulierung von zwei Verpflichtungen bezüglich derselben Öko-Regelung verboten.

Art. 13 - Die Beihilfe für die Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau" wird nicht für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen Nr. 5 "begraste Wendestreifen", Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" oder Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen sind.

Art. 14 - Die Beihilfe für die Öko-Regelung "Verringerung der Einträge" wird nicht für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen Nr. 5 "begraste Wendestreifen" oder Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen sind.

Art. 15 - Die Beihilfe für die Öko-Regelung "Verringerung der Einträge" wird nicht für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die Gegenstand einer Verpflichtung zur Anwendung von Praktiken und Methoden der ökologischen/biologischen Landwirtschaft gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft sind.

Art. 16 - Für Parzellen, die unter die Öko-Regelung "umweltfreundlicher Ackerbau" fallen, wird im Rahmen der Öko-Regelung "Verringerung der Einträge" keine Beihilfe für Insektizide gewährt.

Art. 17 - Im Rahmen des vorliegenden Erlasses wird keine Beihilfe für ökologische Ausgleichsflächen gewährt, mit Ausnahme der Beihilfe für die Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung".

KAPITEL 6 — Beihilfeantrag

Art. 18 - § 1. Der Beihilfeantrag wird mittels des in Artikel 3, 4 und 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Sammelantragsformulars eingereicht.

Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn er die in Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Anforderungen erfüllt.

§ 2. Die Änderung des Beihilfeantrags erfolgt gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

Art. 19 - § 1. Im Rahmen der Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" reicht der Landwirt eine vorzeitige Erklärung in Bezug auf die Ackerlandparzellen oder Parzellen mit Dauerkulturen ein, auf denen er sich verpflichtet, unter den im Lastenheft der Öko-Regelung vorgesehenen Bedingungen eine Pflanzendecke des Bodens zu erhalten, deren Zusammensetzung im Jahr der Einreichung der vorzeitigen Erklärung nicht Gegenstand einer Flächenerklärung gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist.

Der Minister legt die Modalitäten für die Einreichung der in Absatz 1 erwähnten vorzeitigen Erklärung fest.

Parzellen, die von der Anforderung nach Absatz 1 betroffen sind und nicht Gegenstand einer vorzeitigen Erklärung waren, sind nicht beihilfefähig für die Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung".

§ 2. Um die Beihilfe für die Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" zu erhalten, stellt der Landwirt in dem Jahr, das auf das Jahr der vorzeitigen Erklärung folgt, einen entsprechenden Beihilfeantrag unter den in Artikel 18 Paragraph 1 vorgesehenen Bedingungen.

KAPITEL 7 — Berechnung der Beihilfe

Art. 20 - Der Betrag der einem Landwirt gemäß dem vorliegenden Erlass gewährten Beihilfe wird auf der Grundlage der beihilfefähigen Hektar landwirtschaftlicher Flächen berechnet, die der Landwirt im Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung angegeben hat und die von der Zahlstelle ermittelt wurden.

Der Minister legt die Arten von landwirtschaftlichen Flächen fest, für die die Höhe der Beihilfe berechnet wird.

KAPITEL 8 — Zahlungen

Art. 21 - Die Zahlstelle zahlt die Beihilfe für Öko-Regelungen an den Landwirt aus, der einen Beihilfeantrag gemäß Artikel 18 Paragraph 1 und Artikel 19 stellt und der während des gesamten in Artikel 6 genannten Zeitraums die Anforderungen im Zusammenhang mit seinen Verpflichtungen einhält.

KAPITEL 9 — Revision der Intervention

Art. 22 - Bei einer Änderung der Grundanforderung einer Öko-Regelung revidiert der Minister das Lastenheft oder den Betrag der Beihilfe der betreffenden Öko-Regelung.

In begründeten Fällen und unter Berücksichtigung der Klima- oder Umweltziele einer Öko-Regelung kann der Minister laufende Verpflichtungen durch eine Änderung des Lastenhefts oder des Beihilfebetrags der Öko-Regelung, die Gegenstand dieser Verpflichtungen ist, anpassen.

Die in Anwendung der Absätze 1 oder 2 vorgenommene Revision tritt am 1. Januar des Jahres nach dem Jahr in Kraft, in dem sie angenommen wurde.

KAPITEL 10 — *Bodenordnungsverfahren und öffentliche Interventionen*

Art. 23 - Der Begünstigte, der eine Verpflichtung ganz oder teilweise nicht mehr einhalten kann, weil sein Betrieb oder ein Teil seines Betriebs Gegenstand eines Bodenordnungsverfahrens oder ähnlicher öffentlicher Interventionen ist, teilt dies der Zahlstelle vor dem Datum der Übernahme schriftlich mit.

Die Zahlstelle passt die Verpflichtung angesichts der Änderungen am Betrieb an.

Die Zahlstelle informiert den Landwirt über die Anpassungsmodalitäten oder über die Beendigung der Verpflichtung.

KAPITEL 11 — *Schlussbestimmungen*

Art. 24 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Art. 25 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42304]

23 FEBRUARI 2023. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de steun voor de ecoregelingen**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D. 241, D.242, leden 1 en 2, D.243, D.249, lid 1, en D.251;

Gelet op het rapport van 18 november 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° landbouwers: landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;

2° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

3° specificatie: de gezamenlijke eisen en verbodsbepalingen eigen aan elke ecoregeling;

4° permanente teelten: de permanente teelten in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

5° 5° steunaanvraag: de steunaanvraag in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

6° verbintenis: de verbintenis van een landbouwer tot het uitvoeren van de gegeven specificatie voor de ecoregeling;

7° verzamelaanvraagformulier: het formulier als bedoeld in artikel 3, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

8° subsidiabele hectaren: de subsidiabele hectaren, omschreven overeenkomstig hoofdstuk 4 van deel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

9° basislijn: de gezamenlijke relevante verbintenissen als bedoeld in artikel 31, § 5, *ac*), van Verordening (EU) nr 2021/2115 van 2 december 2021;

10° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

11° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarentiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

12° landbouwarealen: de landbouwarealen in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 44°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

12° bouwland: bouwland in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 44°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

HOOFDSTUK 2. — Algemene bepalingen

Art. 2. Overeenkomstig artikel 31 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt jaarlijks steun verleend aan actieve landbouwers in de zin van deel 2, hoofdstuk 5, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 die zich ertoe verbinden de specificatie voor een of meer ecoregelingen toe te passen op landbouwarealen in het Waalse Gewest.

Om krachtens dit besluit steun te ontvangen voor de ecoregelingen "langdurige bodembedekking" en "ecologische mazen", komt de landbouwer in aanmerking voor het voordeel van de steun voor een basisinkomen, overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling, aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzame ontwikkeling en aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers.

HOOFDSTUK 3. — Verbintenissen

Afdeling 1. — Ecoregelingen

Art. 3. De uitvoering van de volgende ecoregelingen wordt krachtens dit besluit ondersteund:

1° de ecoregeling "langdurige bodembedekking";

2° de ecoregeling voor "milieuvriendelijke gewassen";

3° de ecoregeling "ecologische mazen";

4° de ecoregeling "vermindering van productiemiddelen";

5° de ecoregeling "onderhoud van grasland en vermindering van de veebezetting".

Art. 4. De Minister bepaalt de inhoud van de specificatie voor de ecoregelingen.

Voor de toepassing van lid 1 stelt de Minister in voorkomend geval het volgende vast:

1° de types landbouwarealen of topografische elementen waarvoor een verbintenis is aangegaan of die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het steunbedrag;

2° de periode waarin een bepaalde ecoregeling wordt toegepast;

3° de grootte, de ligging en de samenstelling van de dekking van de percelen of topografische elementen waarvoor een verbintenis is aangegaan of die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het steunbedrag;

4° ingrepen en werkzaamheden die zijn toegestaan of voorgeschreven op percelen of topografische elementen waarvoor een verbintenis is aangegaan of die in aanmerking zijn genomen voor de berekening van het steunbedrag;

5° voorschriften voor het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, meststoffen of andere stoffen.

Afdeling 2. — Inachtneming van de eisen

Art. 5. § 1. Om steun krachtens dit besluit te genieten, moet de landbouwer voor elke door hem onderschreven ecoregeling voldoen aan de relevante eisen van de basislijn en de specificatie voor de betrokken milieuregeling.

§ 2. De landbouwer houdt een bedrijfsregister bij dat wordt ingevuld overeenkomstig artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 en waaruit blijkt dat aan de in paragraaf 1 bedoelde eisen is voldaan.

De Minister kan de lijst vaststellen van de bewijsstukken die nodig zijn om de in paragraaf 1 bedoelde eisen te controleren en die in het bedrijfsregister moeten worden opgenomen.

§ 3. De Minister stelt voor elke ecoregeling de vereisten van de basislijn in het kader van de desbetreffende conditionaliteit vast.

Afdeling 3. — Duur van de verbintenis

Art. 6. De verbintenis van een landbouwer om de specificatie voor een milieuregeling toe te passen, geldt voor een periode van één jaar die ingaat op 1 januari en eindigt op 31 december van het betrokken jaar.

Indien de landbouwer na afloop van een eerste periode van één jaar zijn verbintenis wenst te verlengen, dient hij een nieuwe steunaanvraag in overeenkomstig de formulieren en procedures van artikel 18, lid 1, en, in voorkomend geval, artikel 19. De verlengde verbintenis heeft een looptijd van één jaar.

Afdeling 4. — Draagwijdte van de verbintenis

Art. 7. Voor de toepassing van dit besluit moet de uitvoering van elke ecoregeling door een landbouwer als een afzonderlijke verbintenis worden beschouwd.

Art. 8. Onverminderd een overdracht van percelen, heeft de verbintenis gedurende de gehele looptijd betrekking op een areaal landbouwgrond dat identiek is aan het areaal dat de landbouwer in zijn steunaanvraag heeft aangewezen als het voorwerp van de verbintenis.

Art. 9. Onverminderd een overdracht van percelen, heeft de verbintenis gedurende de gehele looptijd betrekking op de percelen die de landbouwer in zijn steunaanvraag heeft aangewezen als het voorwerp van de verbintenis.

Art. 10. De steun voor de ecoregelingen "milieuvriendelijke teelten" en "beperking van de productiemiddelen" wordt niet verleend voor landbouwgebieden die als "extensieve stroken" (UG 4) zijn aangewezen bij artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot vaststelling van de soorten beheerseenheden die in een Natura 2000-gebied kunnen worden afgebakend.

HOOFDSTUK 4. — *Steunbedrag*

Art. 11. De Minister bepaalt de steunbedragen voor elke ecoregeling.

Om budgettaire redenen kunnen de steunbedragen worden aangepast binnen de door de Minister vastgestelde perken, overeenkomstig artikel 102, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

HOOFDSTUK 5. — *Samenvoegingen*

Art. 12. De samenvoeging van twee verbintenissen betreffende dezelfde ecoregeling is op hetzelfde perceel verboden.

Art. 13. De steun voor de ecoregeling "milieuvriendelijke teelten" wordt niet verleend voor landbouwoppervlakten waarvoor een verbintenis voor agromilieue- en klimaatmaatregelen nr. 5 "grasland", nr. 7 "beheerde percelen" of nr. 12 "percelen met blijvend graan" geldt, overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen.

Art. 14. De steun voor de ecoregeling "vermindering van productiemiddelen" wordt niet verleend voor landbouwoppervlakten waarvoor een verbintenis voor agromilieue- en klimaatmaatregelen nr. 5 "grasland" of nr. 7 "beheerde percelen" geldt, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen.

Art. 15. De steun voor de ecoregeling "vermindering van de productiemiddelen" wordt niet verleend voor landbouwrealen waarvoor een verbintenis geldt om biologische landbouwpraktijken en -methoden toe te passen, overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 inzake steun voor biologische landbouw

Art. 16. Voor percelen die onder de ecoregeling "milieuvriendelijke teelten" vallen, wordt geen steun verleend in het kader van de ecoregeling "vermindering van de productiemiddelen" voor insecticiden.

Art. 17. In het kader van dit besluit wordt geen steun verleend voor ecologische compensatiegebieden, met uitzondering van steun voor de ecoregeling "langdurige bodembedekking".

HOOFDSTUK 6. — *Steunaanvragen*

Art. 18. § 1. De steunaanvraag wordt ingediend door middel van het verzamelaanvraagformulier waarin de artikelen 3, 4 en 9 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 voorzien.

De steunaanvraag is ontvankelijk indien voldaan wordt aan de voorwaarden van artikel 11, lid 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023.

§ 2. De wijziging van de steunaanvraag wordt verricht overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023.

Art. 19. § 1. In het kader van de ecoregeling "langdurige bodembedekking" dient de landbouwer een voorafgaande aangifte in voor percelen bouwland of blijvende teelten waarop hij zich ertoe verbindt om, overeenkomstig de in de specificatie voor de ecoregeling vastgestelde voorwaarden, een bodembedekking te handhaven waarvan de samenstelling niet het voorwerp uitmaakt van een oppervlakteaangifte in het jaar waarin de voorafgaande aangifte wordt ingediend, overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

De Minister bepaalt de wijze waarop de in lid 1 bedoelde voorafgaande aangifte wordt gedaan.

Percelen waarvoor het bepaalde in lid 1 geldt en die niet vooraf zijn aangegeven, komen niet in aanmerking voor steun in het kader van de ecoregeling "langdurige bodembedekking".

§ 2. Om voor de steun voor de ecoregeling "langdurige bodembedekking" in aanmerking te komen, dient de landbouwer onder de in artikel 18, lid 1, bepaalde voorwaarden een aanvraag voor die steun in, in het jaar volgend op het jaar van de voorafgaande aangifte.

HOOFDSTUK 7. — *Uitbetaling van de steun*

Art. 20. Het in het kader van dit besluit aan een landbouwer toegekende steunbedrag wordt berekend op basis van het door het betaalorgaan vastgestelde aantal subsidiabele hectaren landbouwgrond dat door de landbouwer in de steunaanvraag als gedekt door de verbintenis is opgegeven.

De Minister bepaalt op welke soorten landbouwgrond het steunbedrag wordt berekend.

HOOFDSTUK 8. — *Betalingen*

Art. 21. Het betaalorgaan betaalt de steun voor de ecoregelingen aan de landbouwers die overeenkomstig artikel 18, lid 1, en artikel 19 een steunaanvraag indienen en die gedurende de hele in artikel 6 bedoelde periode aan de in hun verbintenissen gestelde eisen voldoen.

HOOFDSTUK 9. — *Herziening van de tegemoetkoming*

Art. 22. In geval van wijziging van de basislijn van een ecoregeling herziert de Minister de specificatie of het steunbedrag voor de betrokken milieuregeling.

In naar behoren gemotiveerde gevallen kan de Minister, rekening houdend met de klimaat- of milieudoelstellingen van een milieuregeling, de verbintenissen tijdens de uitvoering aanpassen door de specificatie of het steunbedrag voor de milieuregeling waarop deze verbintenissen betrekking hebben, te wijzigen.

Een herziening overeenkomstig lid 1 of lid 2 treedt in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin zij is aangenomen.

HOOFDSTUK 10. — *Landinrichting en openbare interventie*

Art. 23. De begunstigde die een verbintenis geheel of gedeeltelijk niet meer kan nakomen omdat zijn bedrijf of een deel ervan onder landinrichting of een andere soortgelijke overheidsmaatregel valt, stelt het betaalorgaan daarvan vóór de datum van ingebruikneming schriftelijk in kennis.

Het betaalorgaan past de verbintenis aan in het licht van de wijzigingen in het bedrijf.

Het betaalorgaan stelt de landbouwer in kennis van de regelingen voor aanpassing of beëindiging van de verbintenissen.

HOOFDSTUK 11. — *Slotbepalingen*

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 25. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42306]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aide à l'agriculture biologique

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 4^e, et D. 251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 relatif aux aides à l'agriculture biologique ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° administration : l'administration telle que visée à l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° activités agricoles : les activités agricoles au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° agriculteurs : les agriculteurs au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;

4° arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

5° bordures de champ : les bordures de champ au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

6° conversion : la conversion au sens de l'article 3, 6), du règlement (UE) n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil ;

7° demande d'aide : la demande d'aide au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 16°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

8° demande de paiement : la demande de paiement au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 17°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

9° éco-régimes : les éco-régimes prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;

10° engagement : l'engagement d'un agriculteur à mettre en œuvre les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique ;

11° formulaire de demande unique : le formulaire visé à l'article D.30 du Code wallon de l'Agriculture ;